

**Parti Communiste International  
El-Oumami**

---

**Rapport  
sur la  
situation  
en Algérie,  
nos perspectives,  
nos tâches.**

**3 FF. 2 DA**

Avril 1982

# INTRODUCTION

«Les philosophes n'ont fait qu'interpréter diversement le monde, ce qui importe, c'est de le changer». Par cette expression lapidaire, Marx a définitivement creusé le fossé qui sépare le marxisme de toutes les doctrines métaphysiques incapables d'appréhender scientifiquement la réalité historique et par là-même incapables d'éclairer la pratique révolutionnaire visant à transformer de fond en comble cette réalité. Le marxisme est un guide pour l'action révolutionnaire. L'appropriation de la méthode d'analyse, du programme et de principes du marxisme est une condition **sine qua non** pour l'action révolutionnaire. Mais l'appropriation du patrimoine théorique et programmatique du marxisme à elle seule ne suffit pas pour fonder une pratique révolutionnaire. De l'expérience séculaire du prolétariat international, le marxisme a tiré des conclusions programmatiques, stratégiques et tactiques dont la validité internationale a été confirmée par les grands événements historiques qui se sont succédés depuis la grande révolution d'Octobre 1917.

Cependant, la justesse des conclusions programmatiques, stratégiques et tactiques que le marxisme a tirées de l'histoire révolutionnaire mondiale ne signifie nullement qu'il faille les apprendre par cœur et se mettre à les réciter tel un sorcier pour exorciser le démon du capitalisme. «L'analyse concrète de la situation concrète», pour reprendre l'expression de Lénine, est une tâche fondamentale et indispensable pour dégager, à la lumière du marxisme, **une ligne d'action révolutionnaire qui tienne compte des rapports de classes et de forces, de l'état d'esprit des différentes couches du prolétariat et de l'état de l'organisation révolutionnaire à un moment donné.**

Certes, l'opportunisme a toujours prétexté le changement de situations pour justifier ses tournants, ses révisions et ses trahisons. Ce qui nous distingue, nous communistes révolutionnaires, c'est que contrairement aux opportunistes, nous examinons concrètement les situations concrètes à la lumière de la méthode du matérialisme historique, solidement ancrés sur les principes du communisme révolutionnaire, les yeux fixés sur le programme communiste qui prévoit le cours de la lutte des classes dans ses grandes lignes et en ayant toujours à l'esprit le but final de la société communiste sans classes.

Contrairement aux prétentions mensongères de ses détracteurs, notre courant a toujours accordé la plus grande attention à l'examen des situations concrètes. Voici par exemple comment dès 1922 notre courant montrait ce que l'étude concrète de la situation concrète peut apporter à la détermination de la tactique du parti communiste : *«Il faudra examiner non seulement la tendance effective du prolétariat à constituer et développer des organisations de classe, mais toutes les réactions, psychologiques y compris, déterminées en son sein d'une part par la situation économique, d'autre part par les attitudes et initiatives sociales et politiques de la classe dominante elle-même et ses partis. Sur le plan politique, l'examen de la situation se complète par celui des positions des différentes classes et partis à l'égard du pouvoir d'Etat, et par l'appréciation de leurs forces».* (1)

## I. APERCU SUR LA SITUATION INTERNATIONALE

1. L'analyse de la situation qui prévaut en Algérie est inséparable de l'analyse des tendances économiques, sociales et politiques du capitalisme à l'échelle mondiale. L'analyse des rapports et des luttes de classes en Algérie sera incomplète et à partir d'un certain point fautive si elle est détachée de l'analyse des rapports et des luttes de classes et d'Etats à l'échelle internationale.

2. Nous sommes entrés, depuis quelques années, dans une nouvelle ère de l'histoire de la lutte des classes à l'échelle mondiale. Les hymnes à la prospérité de la «société de consommation» dans l'Occident impérialiste ont fait long feu : Trois millions de chômeurs en Grande-Bretagne, deux millions de chômeurs en France, blocage de l'immigration, premières manifestations de lutte de la classe ouvrière en réaction aux effets catastrophiques de la crise capitaliste. La fable du «socialisme réel» des pays de l'Est ne trompe plus grand monde comme en témoigne l'exemple de la Pologne où pour satisfaire leurs besoins fondamentaux, les ouvriers se sont organisés indépendamment de la bureaucratie officielle et ont été amenés à livrer des batailles très dures comme dans n'importe quel pays capitaliste. A la périphérie du monde capitaliste, les rapports semi-coloniaux rendus insupportables par la précipitation du système capitaliste mondial dans la crise volent en éclats sous les coups de boutoir des masses prolétarisées et exploitées insurgées (Iran, Amérique Centrale) ; devant les conséquences catastrophiques des plans de misère dictés par le Fonds Monétaire International, des véritables soulèvements prolétariens ont eu lieu dans plusieurs pays (Egypte, Pérou, Tunisie, Maroc...)

3. L'analyse que nous faisons de la situation mondiale ne laisse pas de place à l'euphorie qui constitue la seule raison d'être de certains courants. L'approfondissement de la crise du système capitaliste mondial n'est pas seulement générateur de lutte ouvrières. La crise du capitalisme et la saturation des marchés qui s'en suit aggravent les antagonismes inter-impérialistes et rapprochent chaque jour davantage l'échéance d'une troisième guerre impérialiste au cours de laquelle les travailleurs de tous les pays seront appelés à s'entre-tuer pour le grand bien des capitalistes et des banquiers du monde entier. Les disputes autour des zones d'influence et des réservoirs d'énergie et de matières premières, la course aux armements et la réédition de la «guerre froide» à l'occasion de l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS et à la suite du coup d'Etat militaire en Pologne ne sont que les signes avant-coureurs de la solution contre-révolutionnaire sur laquelle pourrait déboucher l'aggravation de la crise du système capitaliste mondial si la révolution prolétarienne ne survenait pas pour lui couper l'herbe sous les pieds. L'exemple de la Pologne montre que malgré sa combativité et son héroïsme, le prolétariat n'a pas encore se dresser politiquement et militairement face à l'Ordre établi et que le chemin qui le sépare du jour où il y aura à régler leurs comptes à ses ennemis de classe sera long, dur et parsemé d'expériences douloureuses dont le dénouement positif nécessitera l'intervention solidaire, consciente et organisée du prolétariat de plusieurs autres pays. Dans les pays de la périphérie du capitalisme mondial, la lutte des classes a déjà pris dans certains endroits la forme d'une guerre de classes ouverte comme en Amérique Centrale. Cependant, cela ne doit pas nous cacher ce fait historiquement déterminé, à savoir

que les masses prolétariennes et paysannes pauvres ne sont pas encore arrivées à se battre autrement que sous la direction des forces sociales et politiques petites-bourgeoises. Là également, les expériences au cours desquelles le prolétariat forgera sa conscience et son organisation de classe seront douloureuses et il dépend aussi de nous, avant-garde révolutionnaire, que ces expériences soient les moins douloureuses possible, afin de hâter et de favoriser, par notre intervention consciente et organisée, l'organisation autonome du prolétariat sur la base de son programme historique.

## II. LES PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DE LA SITUATION EN ALGÉRIE

1. La crise qui affecte le fragile équilibre de la société algérienne s'explique à la fois par les effets de la crise du système capitaliste mondial auquel est intimement liée l'économie algérienne et par la faillite du soi-disant «modèle algérien de développement» qui n'a fait que reproduire sur une base élargie les déséquilibres inhérents au capitalisme dans les conditions concrètes d'un pays durement éprouvé par la politique économique coloniale. Dès janvier 1980, le Comité Central du FLN était obligé de reconnaître la faillite du fameux «modèle algérien de développement» puisque les déséquilibres socio-économiques qu'il était censé dépasser n'ont jamais été aussi profonds. Dans sa décision relative aux orientations du développement économique et social, le Comité Central du FLN se plaignait de *«l'utilisation exclusive des hydrocarbures comme moyen de financement extérieur»* ; *«la tendance croissante et disproportionnée du recours aux ressources humaines, matérielles et financières à l'étranger* ; *«l'existence de situations de pénuries persistantes touchant les produits de large consommation»* ; *«les hausses continues et désordonnées des coûts et des prix tant à la production qu'à la consommation»* ; *«le développement de phénomènes spéculatifs, de rentes, de situations favorisant l'enrichissement sans cause tant au niveau du secteur privé que public»* ; *«la persistance des déséquilibres régionaux dans le développement économique et social»* ; *«la concentration excessive des activités industrielles sur la bande côtière»* (El-Moudjahid du 6/1/80).

2. Le bilan de l'activité économique durant la décennie 1970-80 a amené le Comité Central du FLN à réviser la stratégie fort coûteuse de «l'industrie industrialisante» chère au régime de Boumediène. La nouvelle période s'annonce pour la bourgeoisie algérienne sous le signe de la rentabilisation des investissements engagés. L'Etat cherche ainsi à diminuer par tous les moyens les coûts de production en **restructurant son appareil productif** d'où le démantèlement des grosses sociétés nationales avec en perspective **la réduction du «personnel pléthorique»** et **l'intensification de l'exploitation de la force de travail**. L'Etat est donc amené à desserrer progressivement l'étau du contrôle bureaucratique sur les entreprises en accordant à ces dernières une certaine autonomie et en laissant une plus grande marge aux lois du marché libre. Les secteurs de la bourgeoisie privée ont favorablement accueilli les nouvelles orientations économiques du Comité Central du FLN. Nous avons déjà expliqué dans **El-Oumami** : *«L'autonomisation des entreprises publiques d'une part et l'acuité de la question sociale d'autre part (ravitailllement, logements), offrent indéniablement une plus grande marge de manoeuvre pour la bourgeoisie privée qui a d'énormes capacités en matière de transport et de stockage et qui contrôle une grande partie du réseau de commercialisation*

*des denrées alimentaires que ce soit ouvertement ou par l'intermédiaire du marché noir. C'est ce qui explique le double phénomène : d'une part la bourgeoisie étatique est de plus en plus attentive aux doléances de la bourgeoisie privée et, d'autre part, celle-ci n'hésite pas à placer de plus en plus ouvertement ses hommes de main dans des postes stratégiques au sein de l'appareil d'Etat».* (2)

3. Si des secteurs de la bourgeoisie privée ont effectivement intérêt à accueillir favorablement les nouvelles orientations économiques du régime de Chadli, il n'en va pas de même pour la classe ouvrière et les masses populaires exploitées dont les conditions de vie et de travail se détériorent chaque jour davantage. La restructuration des entreprises signifie avant tout intensification de l'exploitation de la force de travail. Plus que jamais, la «bataille de la production et de la productivité» et l'austérité sont à l'ordre du jour. Outre les pénuries et l'inflation, les familles ouvrières et pauvres doivent faire face aux conséquences de la crise du capitalisme sur le système d'éducation et de formation lequel, selon les propres termes du très officiel *«Algérie Actualités»*, *«refoule plus qu'il n'en éduque»*. Selon la Commission du plan et des finances de l'APN, *«Plus d'un million de jeunes âgés de 15 à 20 ans constituent une population flottante car n'est ni intégrée dans le système d'éducation et de formation, ni à celui de l'emploi»*. Selon le Ministère du Travail, 480.000 jeunes ont été exclus du système scolaire en 1979 et 254.000 en 1980 alors que le système de formation professionnelle n'absorbe que 29% des déperditions scolaires. La dégradation des conditions de santé des travailleurs et des masses exploitées, l'accroissement rapide des accidents du travail (163% en huit ans dans le secteur industriel et minier) et des maladies professionnelles atteignent des proportions alarmantes selon les propres aveux des bureaucrates syndicaux qui en bons défenseurs du capitalisme, s'inquiètent des conditions de reproduction de la force de travail. Selon *«El-Moudjahid»* du 21/11/81, *«Aucun CHU n'a été construit depuis l'indépendance au moment où les cadres hospitalo-universitaires ne s'arrêtaient pas de croître... Le nombre de lits a chuté depuis l'indépendance, l'hôpital Mustapha, par exemple, comptait environ 3.000 lits pour une population d'Alger-ville ne dépassant pas 500.000 habitants. Il dispose aujourd'hui de moins de 2.000 lits pour une population de deux millions d'habitants»*. La crise du logement a atteint les limites de l'insupportable comme en témoignent les émeutes qui ont eu lieu dans plusieurs localités du pays (Dellys, Badjarah, Oum-El-Bouaghi, Guelma, El-Asnam, Saïda...). On compte en moyenne... 8 personnes par pièces. A Bouhamra, (Annaba), on ne compte pas moins de... 15.000 bidonvilles où se trouvent entassés quelques 160.000 personnes. Des centaines de milliers de personnes subissent le même sort dans les bidonvilles qui entourent Alger (El-Harrach, Hussein-Dey, Kouba, Telemely, Climat de France, etc.). Dans le secteur agricole, 100.000 familles attendent d'être relogées après l'opération de restructuration foncière décidée par les Ministères de l'Agriculture et de l'Intérieur.

4. C'est la détérioration flagrante des conditions de vie et de travail des masses prolétariennes qui explique le renouveau des luttes sociales à partir de l'été 1977 (grèves des dockers, RSTA, chemins de fer, SNIC, Sonacome, université). Ces luttes n'ont cessé de se développer depuis et ont culminé en Kabylie dans le mouvement de masse du printemps 1980. Contre les prétentions mensongères des courants berbéristes qui mettaient en avant uniquement les revendications culturelles pour contenir le mouvement, nous avons montré dans un tract diffusé au cours du mois d'avril 1980, toute la significa-

tion sociale et politique du mouvement parti de Tizi-Ouzou auquel nous avons consacré un numéro spécial de notre journal en mai 1980. Dès le début du mouvement, notre analyse était claire et sans équivoque comme on peut s'en rendre compte à la lecture de ces passages : «*Certes, les manifestations qui se sont déroulées en Kabylie et à Alger renvoient au problème de la discrimination culturelle et linguistique qui frappe les berbérophones dont la langue est parlée par plus de 5 millions d'habitants, si l'on compte aussi les Chaouia et les Touareg. Cela est attesté par les slogans du genre : «Halte à la répression culturelle !».* Mais il serait faux de s'en tenir exclusivement à cela comme voudrait le faire par exemple le «Comité pour la défense des droits culturels en Algérie». Les manifestations de Kabylie expriment également et **surtout** le mécontentement social qui va grandissant depuis ces dernières années en nourrissant la colère populaire et ouvrière que le régime avait l'habitude de canaliser et de dévier vers un fantomatique «danger extérieur» (Sahara, épisode des poseurs de bombe au siège d'El-Moudjahid, etc). La preuve en est que les manifestants criaient encore par exemple : «*Nous en avons assez de l'injustice !*» et les lycéens d'Azaza lançaient courageusement face aux darkis qui les encerclaient : «*Assez de cette vie de misère et de soumission !*». Et pour cause ! La Kabylie ne fait que montrer l'exemple. Elle annonce tout simplement ce vers quoi devra nécessairement déboucher le mécontentement social qui n'épargne aucun coin, aussi reculé soit-il. En effet, la Kabylie est une des régions les plus touchées par les effets désastreux de la colonisation française en Algérie. Le facteur des conditions naturelles très dures dans cette région en bonne partie montagneuse se conjuguant avec l'incapacité de la bourgeoisie algérienne de faire la moindre réforme agraire sérieuse malgré ses déclarations pompeuses et mensongères, il est naturel que l'indépendance n'ait pu apporter aux masses grand-chose sur le plan social. On assiste depuis à une aggravation flagrante de la tendance à la paupérisation des larges masses paysannes qui se trouvent ainsi éjectées des campagnes. L'exode rural qui en découle est considérable. Ainsi, dans la wilaya de Tizi-Ouzou plus d'un actif potentiel sur trois est en France et un sur quatre au chômage. Rappelons qu'avec la région de Sétif et Constantine, la wilaya de Tizi-Ouzou fournit plus de 60% des émigrés algériens. D'autres sources estiment qu'à eux-seuls, les Kabyles constituent 65% de la population algérienne émigrée en France. Dans ces conditions, il est clair que la mesure répressive en vertu de laquelle les autorités ont interdit la conférence de Mouloud Mammeri sur la poésie berbère ancienne n'a été que **la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Mais c'est le caractère massif de la grève générale du 16 avril qui permet le plus d'apprécier à sa juste mesure la dimension sociale et politique des manifestations que certains ont prééré tendancieusement taxer de «berbéristes».** Ce jour-là en effet, étudiants et lycéens se sont retrouvés côte à côte avec les fellahs mécontents descendus des campagnes et les ouvriers des usines des environs venus manifester leur colère contre l'intervention des forces de l'ordre. Lorsque ces dernières ont investi le 20 avril à l'aube le centre universitaire de Tizi-Ouzou avec une violence qui rappelle les jours sombres du colonialisme, il n'y avait plus de doute pour personne tant soit peu informé de ce qui se passait. Une politisation certain a vite gagné le mouvement. Les ouvriers de la Sonelec (un millier environ) ont occupé l'usine en signe de solidarité avec les victimes de la répression bourgeoise. C'est alors qu'une véritable bataille rangée s'est déclenchée entre eux et les forces de l'ordre qui voulaient les déloger. Les ouvriers ont finalement menacé de faire sauter la centrale électrique si les brigades de répression tentaient d'investir l'usine occupée. Par ailleurs, les 4.000 ouvriers de la Sonitex de Draâ-

Ben-Khadda, en grève à plusieurs reprises cette année (la dernière leur a valu une augmentation de 450 DA) ont tenu à ne pas rester à l'écart du mouvement. Ce sont là quelques exemples qui montrent que derrière les manifestations soi-disant «berbéristes», on assiste à **l'entrée sur la scène sociale de la classe ouvrière** qui a déjà prouvé durant les grèves de l'été 1977 son enthousiasme à renouer avec les traditions combatives et les méthodes de lutte de classe spécifiques du mouvement ouvrier international : grèves, piquets, occupations, manifestations de rue, auto-défense ouvrière, etc.».

5. L'analyse marxiste que nous avons faite du «mouvement du printemps» nous a conduit tout naturellement à évaluer objectivement sa portée et ses limites. A aucun moment, nous n'avons pris nos désirs pour la réalité à l'image des Trotskyistes qui n'ont pas hésité à parler d'«insurrections» et à déclarer «la révolution prolétarienne mûrit» à l'occasion des émeutes populaires de Tizi-Ouzou. Après avoir montré que le «mouvement du printemps» est un tournant historique dans la lutte des classes en Algérie, après avoir mis en avant ses côtés forts (entrée en scène du prolétariat et des masses exploitées, organisation de comités de coordination indépendants de l'Etat et des organismes à sa solde, auto-défense et utilisation de la violence de masse), nous avons écrit en septembre 1980 : «*Mais tous ces côtés forts qui nous permettent de dire que le mouvement du printemps a effectivement constitué un tournant dans la lutte des classes en Algérie ne peuvent cacher ses faiblesses que les communistes révolutionnaires ont pour devoir de faire ressortir pour contribuer à les surmonter et à faire avancer la lutte qui ne peut que s'intensifier avec l'approfondissement de la crise économique et ses conséquences catastrophiques du point de vue de la situation des masses.* Dès le début du mouvement, la bourgeoisie a tenté de le combattre en le taxant de «berbérisme» et de «régionalisme» pour barrer la route à toute manifestation de solidarité venant des autres régions. S'il est vrai que le mouvement qui s'est déclenché en Kabylie a vite gagné la capitale, force est de reconnaître malheureusement que l'extension du mouvement n'a pu déborder la wilaya de Tizi-Ouzou, malgré les manifestations qui ont eu lieu à Alger et le fait que les secousses aient pu atteindre la petite Kabylie. Pire : si en Kabylie le mouvement déclenché au départ par les étudiants de Tizi a pu assez vite gagner l'adhésion des lycéens, des ouvriers et même d'autres couches sociales (paysans, petits commerçants), il est par contre resté cantonné à Alger dans le milieu universitaire. Malgré des tentatives de débrayage vite réprimées, comme à Sétif et à Constantine, la bourgeoisie a dans une certaine mesure réussi, même si cela n'aura qu'un temps, à faire passer le mouvement aux yeux d'un grand nombre de travailleurs comme un «phénomène kabyle». Il faut dire que dans l'émigration, la bourgeoisie a pu compter sur les services de la presse impérialiste occidentale comme «Le Monde» (...). Par ailleurs, le mouvement n'était pas exempt de comportements qui nous semblent aller à l'encontre de son renforcement. Ainsi en est-il du comportement qui consiste, par souci «tactique» d'échapper de la sorte à la répression bourgeoise, d'invoquer la «Charte nationale» et la Constitution algérienne pour ce qui concerne la promotion du «patrimoine culturel nationale», la «liberté de conscience», etc. (...). Le fait que la bourgeoisie ait tenté de discréditer le mouvement en alléguant que celui-ci avait un caractère «régionaliste» et «séparatiste» a rendu difficile la démarcation de classe qui aurait pourtant été facilitée par l'entrée généreuse des ouvriers et des paysans pauvres dans la lutte contre la répression qui s'est abattue sur les jeunes en Kabylie. En effet, pour contrecarrer la propagande mensongère de la bourgeoisie, le mouvement a été en quelque sorte obligé de mettre en avant

le mot d'ordre de l'«unité nationale». Il est vrai que le mouvement ne la remettait pas en cause en la comprenant comme «unité territoriale»... mais force est de constater que cela entrave la cristallisation des contradictions et des oppositions de classe...». (4)

6. Malgré ses limites, le «mouvement du printemps» a fait peur à la bourgeoisie d'autant plus que le nouveau régime politique, instauré à la suite de la mort de Boumediène, reposait sur un équilibre de forces et de clans instable. La bourgeoisie algérienne redoutait d'autant plus l'extension du «mouvement du printemps» que celui-ci dépassait les limites d'un simple mouvement revendicatif à caractère syndical comme nous avons eu à l'expliquer lorsque nous avons approfondi notre analyse : «Les conditions historiques et politiques de la lutte des classes en Algérie déterminent la nature et la forme que prend le mouvement de masse. Parti sur la question culturelle, le «mouvement du printemps» s'est vite radicalisé et politisé. De la revendication de la reconnaissance des langues populaires, il arrivait à se poser la question de la répression multiforme et des «libertés démocratiques», sans parler de l'exigence de la libération de tous les détenus. Parallèlement, le «mouvement du printemps» a pu prendre dans un laps de temps relativement court une dimension sociale considérable. Parti de l'université, il a vite entraîné les lycéens, les jeunes chômeurs et les ouvriers de la région qui ont joué un rôle déterminant tant dans la réussite de la grève générale que dans la mobilisation qui a eu lieu contre la répression sauvage des CNS. Dans ces conditions, le mouvement de masse qui s'est déclenché au printemps 1980 revêt un caractère beaucoup plus complexe que ne l'est un simple mouvement revendicatif à caractère économique ou syndical. Les mots d'ordre du mouvement en témoignent : «*Union des masses populaires contre la bourgeoisie !*» ; «*A bas la bourgeoisie !*» ; «*Vive les libertés démocratiques !*» ; «*Vive le vrai socialisme !*», etc. Malgré sa manne pétrolière, l'Algérie est un pays qui sera plus particulièrement éprouvé par les effets de la crise internationale du capitalisme, ce qui signifie que l'incapacité de la bourgeoisie à lâcher des concessions importantes se traduira sur le terrain par un durcissement de la lutte des classes. L'absence des libertés de grève, de réunion et d'association, la répression politique, syndicale et culturelle qui sévit contre les masses exploitées et opprimées, et les traditions de lutte politique que la répression, la désinformation et la démagogie n'ont pas réussi à juguler, ce sont là autant de facteurs qui poussent les masses algériennes à relever la tête, à exprimer, quoi que de façon confuse et parfois ambiguë le besoin de passer à la lutte frontale contre l'Etat bourgeois, lutte qui est par nature une lutte politique». (5)

Le «mouvement du printemps» a donné à la bourgeoisie un avant-goût de ce que peut être demain le déchaînement de la colère des masses prolétarisées et déshéritées. Trois mois après le déclenchement du mouvement, le FLN se réunit à la hâte en Congrès extraordinaire. Comme d'habitude, la bourgeoisie voulait éviter de s'attirer les foudres de la colère des masses en usant de la démagogie. Le Congrès extraordinaire se tient sous le signe «Pour une vie meilleure». Mais cela cachait mal les dispositions prises par la bourgeoisie pour faire face aux éventuelles explosions sociales. Les décisions du Congrès extraordinaire du FLN de juillet 1980 allaient exactement dans le sens que nous avions prévu dès mai 1980 en écrivant : «Il semble même que les classes dirigeantes soient en train de revenir sur le «principe collégial» qu'elles avaient inauguré à la mort de Boumediène. Elles ont toujours été pour un Etat fort qui ne lésine pas sur les moyens pour le grand bien de la stabilité politique et de la paix sociale. Que les choses aillent dans le sens d'une concentration des

pouvoirs entre les mains de Chadli, cela prouve que la bourgeoisie est consciente qu'à l'heure où s'annoncent des affrontements de classes de plus en plus ouverts, la victoire sera du côté de celui qui aura su concentrer tous ses nerfs et unifier ses multiples énergies grâce à un centre de commandement unique». (6)

En effet, les 4.000 délégués du FLN, dont la colonne vertébrale était constituée par 800 officiers de l'ANP, ont donné à Chadli les pleins pouvoirs, «pour remettre de l'ordre dans le pays». Le bureau politique du FLN a été réduit de 17 à 7 membres, ce qui signifie l'éviction de toutes les personnalités politiques qui gênaient d'une manière ou d'une autre la rapidité et l'efficacité de la machine exécutive.

7. Le Congrès extraordinaire du FLN de juillet 1980 a été un véritable bol d'oxygène pour l'ensemble des fractions bourgeoises en ce sens qu'il a accéléré le processus de réanimation des structures du FLN, lequel manifestait de plus en plus ouvertement la volonté de prendre en main les structures des «organisations de masse» qui lui échappaient afin de mieux jouer son rôle de poicier social. Dans un article intitulé «comment résister à l'offensive du FLN ?», nous avons analysé de façon synthétique ce processus sur lequel nous nous sommes déjà penchés plus d'une fois : «L'explosion populaire en Kabylie au printemps 1980 a fait réfléchir les fractions les plus dures de la bourgeoisie algérienne. Le Congrès extraordinaire du FLN en juillet 1980 avait mis en veilleuse la soi-disant «collégialité» du bureau politique inauguré au lendemain de la mort de Boumediène. Chadli avait eu les pleins pouvoirs en vue de «remettre de l'ordre dans le pays». Les rééquilibres des rapports de forces et les querelles inter-clans au sommet de l'Etat ne doivent pas cacher qu'à travers la reconcentration des pouvoirs exécutifs et la restructuration politico-militaire du Comité Central du FLN cherchent fondamentalement à mieux préparer la bourgeoisie à faire face au mécontentement social grandissant et aux éventuelles explosions populaires. Dès sa IV<sup>ème</sup> session du 29 décembre 1980, le Comité Central du FLN prenait un certain nombre de mesures draconiennes. C'est Chadli en personne qui avait pratiquement choisi les 31 secrétaires des Mouhafadhates, pour la plupart officiers de l'ANP, chargés de veiller à l'application scrupuleuse des directives gouvernementales au niveau des wilayates. Par ailleurs, l'entrée en vigueur de l'article 120 des statuts du FLN, lequel stipule que tous les cadres des soi-disant «organisations de masse» sont obligés d'appartenir au FLN a été l'occasion d'une véritable chasse aux sorcières au sein de l'UGTA, l'UNFA et l'UNJA. Des centaines de sections échappant au contrôle du FLN ont été dissoutes. L'Union territoriale d'Alger-Centre (UTAC) a été décapitée. Un bureau fantôme d'éléments à la solde du FLN a été parachuté à sa tête. L'exemple est évidemment loin d'être le seul. Plusieurs secrétaires fédéraux ont été suspendus. Les militants et les sympathisants du Parti de l'Avant-Garde Socialiste (PAGS) n'ont pas été épargnés, malgré leurs services passés et présents, malgré leur modération et leur attachement à la politique criminelle de collaboration de classes. Plus récemment, l'attitude insolente de Chérif Messaâdia et de Djeghaba à la VI<sup>ème</sup> session du Conseil national de l'UNJA et leur refus de discuter de quoi que ce soit montre, s'il en est encore besoin, que loin de se ralentir sous l'effet magique des sermons hypocrites et défaitistes des pagistes qui prêchent le «dialogue» et la «concertation», l'offensive anti-ouvrière et anti-jeunes du FLN ne fait que s'intensifier. Et pour cause. Ce que redoutent les fractions les plus dures du FLN, et à travers elles toute la bourgeoisie algérienne, c'est que dans un contexte marqué par l'absence de toute expression indépendante et organisée des

masses, l'austérité et l'aggravation des problèmes sociaux poussent les travailleurs et les jeunes chômeurs à s'engouffrer jusque dans les brèches ouvertes à la base de l'UGTA et de l'UNJA. Le Comité Central du FLN a bien appris de l'expérience tunisienne qu'il est très difficile et très aléatoire de jouer la carte d'une soi-disant «ouverture syndicale» ni même de tolérer une «autonomisation» relative du syndicat sans ouvrir en même temps des brèches dans lesquelles des travailleurs combattifs ne manqueront pas de s'engouffrer pour mettre en avant leurs revendications de classe. Surtout lorsque les salaires sont bloqués au moment où les prix continuent de grimper de façon vertigineuse. De plus, les fractions les plus dures du Comité Central du FLN ont un autre argument en faveur de la «normalisation» de l'UGTA. La soi-disant «ouverture syndicale» inaugurée lors du Vème Congrès de l'UGTA en avril 1978 a permis aux réformistes du PAGS de s'incorporer dans l'appareil bureaucratique de l'UGTA. Mais cela n'a pas empêché le développement des luttes ouvrières (1977 : 522 grèves officiellement ; 1980 : 922 grèves). Parce qu'ils ont été incapables de prévenir et de canaliser les luttes sociales les réformistes du PAGS sont purement et simplement assimilés par les fractions de droite du FLN aux «agitateurs sociaux» (...). Ce n'est pas un hasard si l'offensive du FLN a lieu précisément dans une période marquée par l'aiguïssement des contradictions de classes. Le «mouvement du printemps» de 1980, bien que limité pratiquement à la Kabylie, a donné l'occasion à la bourgeoisie de redouter la profondeur d'un mécontentement social longtemps comprimé et auquel la moindre brèche peut servir pour réaliser sa percée et se transformer en un vaste mouvement de masse. La bourgeoisie en a tiré ses conclusions : refermer les brèches, congédier les apprentis-bureaucrates réformistes dont la phraséologie s'est avérée incapable de prévenir et de canaliser les luttes sociales, emprisonner, licencier et chasser des structures périphériques les travailleurs et les jeunes qui n'hésitent pas à mettre en avant les revendications sociales même s'ils ne sont pas encore arrivés à s'arracher de l'influence de l'idéologie dominante (nationalisme, populisme) : L'offensive du FLN a donc avant tout un caractère préventif. Il s'agit d'une opération de police sociale qui vise à mieux préparer la bourgeoisie aux affrontements de classes qui s'annoncent à l'horizon». (7)

8. L'offensive de l'Etat bourgeois, par FLN interposé, fait d'autant moins illusion sur ses véritables objectifs politiques qu'elle se déroule à un moment où l'Etat est obligé, sous la pression des contradictions économiques du capitalisme lui-même, de jeter le masque sur sa véritable nature bourgeoise en privatisant les circuits de commercialisation des fruits et légumes, en donnant une plus grande marge de manoeuvre aux secteurs de la bourgeoisie privée, en s'ouvrant davantage sur l'impérialisme français auquel il vient d'accorder des marchés fabuleux et en mettant en arrière-plan la phraséologie anti-impérialiste chère à Boumediène et à ses émules du PAGS. En effet, les décisions de la VIème session du Comité Central du FLN de décembre 1980 ont permis aux partisans du secteur privé de marquer un point puisque le comité central du FLN considère que le secteur privé «concourt au développement du pays et est garanti dans le cadre de la loi», affirme «la nécessité de tracer des perspectives positives aux opérateurs privés et de leur assurer des garanties appropriées» et «invite les instances de l'Etat à élaborer et à mettre en oeuvre un cadre complet et cohérent qui stimule, oriente et contrôle l'évolution du secteur privé». (El-Moudjahid du 27/12/81)

Les rapports existant entre la bourgeoisie étatique et la bourgeoisie privée laissent une marge de développement et d'autonomisation relative à certaines

fractions de la bourgeoisie privée, mais dans le cadre de l'hégémonie du capitalisme d'Etat qui continue à contrôler les secteurs économiques stratégiques.

9. Malgré la répression et les fausses promesses, la mobilisation courageuse des masses kabyles a pratiquement duré toute une année. De mars 1980 à mai 1981. Notre journal a essayé dans la mesure de nos possibilités de rendre compte de l'activité multiforme des masses durant toute cette période. Cependant, le mouvement a commencé à marquer le pas à partir de l'été 1981. Certes, l'arsenal répressif et intimidant de la bourgeoisie était disproportionné par rapport aux forces et aux revendications mises en avant par le mouvement de masses en Kabylie. Mais la répression à elle-seule ne suffit pas à expliquer le reflux du mouvement, sinon pourquoi n'a-t-elle pas pu empêcher le développement et la radicalisation du mouvement auparavant ? N'est-ce pas la répression bourgeoise elle-même qui a contribué à jeter de l'huile sur le feu de la colère des masses en avril 1980 ? Dans la réalité, le reflux du mouvement était plutôt contenu dans les limites du mouvement lui-même :

a) l'isolement du mouvement en Kabylie par rapport aux autres régions n'a pas manqué de décourager et de démoraliser de larges couches parmi les masses kabyles.

b) Les courants berbéristes qui expriment les intérêts des couches modérées de la petite-bourgeoisie et de l'intelligentsia kabyles, qui voyaient d'un mauvais oeil l'élargissement de l'éventail des revendications du mouvement et de l'entrée en scène des masses prolétariées et exploitées surtout les jeunes chômeurs, ont commencé à se rétracter au moment où l'affrontement politique et physique avec l'Etat bourgeois devenait de plus en plus inévitable. Ajoutées aux efforts modérateurs du Front des Forces Socialistes (FFS), les prises de positions honteuses des berbéristes, qui son allés jusqu'à dénoncer les manifestations violentes de Béjaïa en mai 1981, ont contribué à semer le découragement et la méfiance au sein du mouvement.

L'analyse de classe que nous avons faite du «mouvement du printemps» nous faisait déjà redouter le rôle néfaste des courants nationalistes et démocratiques puisque nous n'avons pas attendu leurs prises de positions honteuses pour mettre en garde contre eux les travailleurs, les chômeurs et les jeunes combattifs. Voici ce que nous avons déjà écrit en mai 1980 : «La brutalité avec laquelle l'Etat bourgeois a répondu aux manifestations qui se sont déroulées en Kabylie et à Alger n'a pas manqué de susciter, comme il fallait s'y attendre, les pleurnicheries démocratiques et pacifiques de la fameuse «opposition algérienne» qui nage dans les eaux troubles de la «démocratie en général», des «droits de l'homme» et autres mensonges bourgeois... La lutte pour arracher les libertés politiques revêt surtout pour les masses travailleuses une importance considérable. Est-ce à dire que cela doit pousser les travailleurs à «servir de claque» aux démocrates bourgeois qui se gargarisent encore des mots d'ordre de «liberté» et de «démocratie», tout en promettant à l'Etat de ne les réclamer qu'en tenant compte des exigences de la machine bureaucratique et répressive ? Non ! La lutte et les sacrifices des masses ne seront pas récupérées et mises à profit par les politiciens bourgeois et petits-bourgeois dans leur marchandage avec le régime !». (8)

Certes, ni les courants berbéristes, ni le FFS n'ont réussi à récupérer le «mouvement du printemps» puisque à chaque fois que les masses sont descendues dans la rue, elles ont mis en avant leurs revendications et ont utilisé la violence collective contre tous les symboles du luxe et du pouvoir de la bourgeoisie. Mais les tergiversations de ces courants et leur couardise politique, en l'absence d'une avant-garde révolutionnaire organisée capable de

donner aux masses une direction politique pratique et alternative, ont fortement contribué à désagréger progressivement le mouvement même si ce n'est que pour un temps. Nous en avons déjà tiré la conclusion lorsque nous nous sommes penchés en automne 1981 sur les nouvelles données de la situation en Kabylie : «Les courants berbéristes et les FFS qui ont pourtant joué un rôle déterminant au début du mouvement ne peuvent pas, de par leur nature de classe, aller jusqu'au bout dès lors que la question qui se pose ne peut être tranchée que par un affrontement politique où ce ne sont pas les couches qui représentent ces courants qui joueront le rôle moteur et déterminant mais plutôt le prolétariat et les masses exploitées. Les mouvements de masse formidables du printemps 1980 en Kabylie, les grèves dans la Soummam, la révolte de Dellys et les manifestations du 19 mai à Béjaia illustrent de façon éclatant cette vérité élémentaire que tous les militants sincères doivent apprendre et propager». (9)

10. Contrairement à l'offensive de l'Etat bourgeois dans les années 1968-1970 qui se situait dans la période ascendante du capitalisme d'Etat algérien, la restructuration politique et syndicale et les mesures répressives qui l'accompagnent, impulsées par le régime de Chadli depuis le Congrès extraordinaire du FLN de juillet 1980, n'arriveront pas à endiguer le mécontentement social grandissant. Certes, les recettes pétrolières dont dispose l'Etat bourgeois lui permettent de faire l'économie d'une mesure aussi explosive que celle qui a été dictée par le Fonds Monétaire International (FMI) au Maroc, mesure de «vérité des prix» qui a provoqué la colère des masses ouvrières et exploitées marocaines en juin 1981. Le régime de Chadli vient de multiplier par trois la somme allouée par l'Etat au soutien des prix des produits de première nécessité dans l'espoir d'éviter l'approfondissement du mécontentement social. Des accords avec l'impérialisme français ainsi qu'avec d'autres pays viennent d'être signés aux termes desquels a été programmée la construction de plusieurs dizaines de milliers de logement. Un Ministère de la formation professionnelle vient d'être institué dans l'espoir d'accroître les capacités d'encadrement des jeunes exclus du système scolaire. Cependant, ce n'est pas du tout un hasard si au même moment la presse bourgeoise elle-même est obligée de s'inquiéter de la multiplication des «conflits et arrêts de travail». Les mesures de prévention économique et sociale prises par la bourgeoisie et le renforcement du flicage dans les entreprises, les universités et les rues sont une preuve a-contrario que la bourgeoisie est bien consciente du fait que **le climat social et politique sera de plus en plus tendu en Algérie**. La répression féroce des grèves ouvrières qui éclatent ici et là (exemple de la Sonatrach de Béni Mérad en juin 1981), le mouvement de grève des travailleurs de l'enseignement et l'émergence d'un mouvement de femmes, dont la faiblesse ne doit pas nous cacher le potentialités considérables, en sont les signes avant-coureurs.

## NOS PERSPECTIVES ET NOS TACHES DANS LA SITUATION ACTUELLE

1. Lorsque nous constatons que la bourgeoisie algérienne est obligée de réviser ses orientations économiques et sociales à un moment où le système capitalisme mondial s'enfoncé dans sa crise, lorsque nous affirmons que «le climat social et politique sera de plus en plus tendu en Algérie», notre conclusion est simple : Nous devons être coûte que coûte à la hauteur des exigences historiques et immédiates de la lutte des classes. En s'appuyant notamment sur le climat social et politique de plus en plus tendu et sur les étincelles de lutte de classe qu'il fait jaillir périodiquement. Les conditions dans lesquelles nous sommes contraints de travailler en Algérie sont difficiles. La répression qui nous a frappé en 1978 a été pour nous un coup très dur dans la mesure où elle nous a arraché plusieurs camarades. Pire, la répression a indirectement contribué à désorganiser notre réseau de sympathisants et contacts et a donc énormément défavorisé notre intervention sur le terrain. Notre contribution au renforcement du «mouvement du printemps» dans certaines régions et dans l'émigration s'est limitée à un travail de popularisation au cours duquel nous avons combattu les calomnies et les fausses interprétations de la bourgeoisie et de ses valets. Nous avons également accompli un travail de critique constructive non négligeable dans le sens du renforcement des structures autonomes du mouvement de masse dans lesquelles travaillaient des militants qui sympathisaient avec nos positions et qui n'hésitaient pas à empoigner directement nos orientations et nos méthodes pour contrecarrer les courants berbéristes et le FFS. Dans l'émigration, à partir de l'automne 1981, nos camarades ont réussi à dépasser le stade de la popularisation des luttes en impulsant une série d'actions concrètes pour la libération des détenus en Algérie et en contribuant de ce fait à l'organisation d'un certain nombre de travailleurs dans la lutte contre la répression bourgeoise sur des bases de classe. Malheureusement, notre passage à l'action concrète dans l'émigration s'est effectué au moment où le mouvement de masse marquait le pas en Algérie, ce qui ne pouvait pas aller sans créer de sérieuses limites objectives au travail de sensibilisation et de mobilisation dans l'émigration. Mais il est clair que le travail accompli par nos militants et sympathisants constitue un acquis important et ne manquera pas de favoriser le travail de mobilisation lorsque les conditions objectives seront plus «chaudes».

2. Pour se rendre compte de nos responsabilités dans la situation actuelle, il est indispensable de ne pas perdre de vue cette donnée de fait : l'audience de notre journal dépasse de loin celle de notre organisation proprement dite. C'est ce qui explique l'importance du décalage existant entre les perspectives de travail que nous avançons à travers notre journal d'une part et les tâches concrètes que nous nous fixons dans la situation actuelle d'autre part. Ce n'est pas la première fois que cela arrive à une organisation révolutionnaire.

La solution ne consiste pas à restreindre nos perspectives de travail au niveau de ce qui est réalisable par nous-mêmes. Pourquoi ? Pour cette raison simple que le rayonnement de notre journal dépasse notre réseau de militants, de sympathisants et de contacts et peut donc servir d'outil de travail pour des groupes de travailleurs, d'étudiants et de lycéens qui, pour une raison ou une autre, n'ont pas encore pris contact avec nous. Il s'en suit que si l'état de nos forces ne nous permet pas d'envisager **dans l'immédiat** comme une **tâche systématique** notre contribution à la préparation et à l'organisation des luttes sociales en Algérie, cela ne signifie pas que nous devons nous abstenir d'avancer nos perspectives, nos orientations et nos méthodes, lesquelles, nous en sommes sûrs, serviront à guider des nombreux militants engagés dans des activités diverses (entreprises, instituts, lycées, quartiers).

3. Au lendemain de l'annulation du mot d'ordre de grève générale décidée par les animateurs de la coordination universitaire de Tizi-Ouzou, nous avons soutenu : «Les militants d'avant-garde qui se sont radicalisés et politisés au cours de la lutte ne doivent pas se décourager même au cas où le mouvement de masse montre des tendances à l'essoufflement et au reflux. Ce reflux ne sera d'ailleurs que **provisoire**. Le malaise social n'a jamais été aussi profond. Le mécontentement des masses ne pourra pas ne pas déboucher un des explosions sociales beaucoup plus grandes que celles de Tizi-Ouzou et Béjaia. Il s'agit de **préparer activement** ces explosions et non pas de les attendre passivement. En s'appuyant sur l'expérience vivante des comités qui ont préparé et organisé la lutte à Tizi, les militants doivent se préparer partout où ils se trouvent en cherchant à organiser des pôles de résistance, clandestinement au début, avant de se mettre, au fur et à mesure qu'ils se développent, à faire un travail d'agitation parmi les masses en partant de leurs besoins et en les formulant en revendications précises». (10)

Le mouvement du printemps 1980 a permis de montrer le rôle déterminant joué par les comités et les coordinations constituées indépendamment des structures officielles. Nous avons pu constater ce rôle à différents niveaux : préparation matérielle, information, mobilisation, auto-défense, etc. Les grandes luttes qui ont eu lieu ces dernières années ont permis de montrer l'importance de la **préparation et de l'organisation préalables**. L'un des plus grands enseignements que nous avons tiré de l'expérience du mouvement du printemps 1980 est précisément celui-là puisque dès septembre 1980 nous avons écrit : «Nous avons également vu dans le mouvement du printemps l'importance considérable du travail qui consiste à jeter les bases de réseaux organisatifs indépendants des structures parachutées par l'Etat bourgeois bien avant le déclenchement des grèves et des manifestations. Malgré leur caractère embryonnaire et leurs insuffisances, malgré les conditions draconiennes imposées par la bourgeoisie, ce sont ces petites réseaux (comités d'instituts, comités de lycées, de cités universitaires, de quartiers, différentes coordinations, etc.) qui ont pu impulser le travail de préparation de la lutte, d'information et de sensibilisation autour des revendications et de la question de la répression. Voilà qui montre dans les faits que pour arracher le droit de grève, les travailleurs doivent utiliser leurs armes de classe, entre autres **la grève** (illimitée jusqu'à satisfaction des revendications, sans préavis, avec des piquets...). Que pour arracher le droit d'organisation, il ne sert à rien d'aller demander l'aumône à l'Etat bourgeois ou à ses «organisations de masse». Le plus important, c'est de construire par un travail quotidien et de longue haleine le rapport de forces qui nous permettra d'arracher cette revendication sans sacrifier à l'ennemi notre indépendance par rapport à ses institutions et à

ses agents. Cela signifie que nous devons commencer, bien avant l'orage et sans rien attendre, à tisser des liens, à nous réunir, à nous donner un minimum d'organisation, **sans demander l'autorisation à l'Etat bourgeois**. Cela ne peut se faire, bien sûr, si nous ne prenons pas les précautions nécessaires pour que ni l'Etat ni ses agents du PAGS ne soient informés de ce que nous faisons, de nos forces réelles, de l'état de notre organisation, de nos problèmes, etc. Cela suppose évidemment que nous combattons aussi la tendance, défendue notamment par les trotskystes du GCR, à travailler avec les «volontaires» ou à vouloir les ramener, comme cela a failli se passer dans un Institut à Alger, dans des comités qui se sont pourtant créés **par opposition** à l'UNJA et donc par opposition à la politique de collaboration de classe du PAGS». (11)

A la suite d'un mouvement important des ouvriers de la Sonacome de Rouiba au cours duquel ces derniers ont élu directement leurs 120 délégués indépendamment des structures bureaucratiques de l'UGTA et de la GSE et ont mis en avant leurs revendications de classe, la direction a voulu corrompre le comité des travailleurs en lui proposant de participer à la gestion de l'usine. Devant le refus des travailleurs, les autorités ont parachuté une cellule d'entreprise du FLN et décapité le mouvement en faisant arrêter plusieurs travailleurs combattifs. Nous avons tiré de cet épisode la leçon qu'«avant même qu'il n'y ait un minimum d'organisation et de coordination dans plusieurs entreprises et régions, il est plus pratique de ne pas se précipiter à proclamer le comité, ce qui signifie qu'au début celui-ci doit rester clandestin et se préparer matériellement à protéger les militants qui risquent d'être frappés par la répression (planques, aides financières, prises en charge de la famille) tout en appelant à la mobilisation et à la solidarité ouvrières les plus larges pour les victimes de la répression et pour la protection des structures autonomes que les travailleurs, les jeunes et les femmes se sont données au cours de la lutte». (12)

4. Le durcissement de la lutte des classes à l'étape actuelle que nous traversons en Algérie et l'accentuation de la répression qui s'en suit pose plus que jamais à l'ordre du jour **la lutte intransigeante pour imposer à l'Etat bourgeois les libertés d'expression, de réunion, d'association, de rassemblement et de manifestation**. Ces libertés sont une condition nécessaire au déploiement de l'activité multiforme des masses et de notre propre activité. Nous attachons donc la plus grande importance à cette question qui se pose à chaque fois que des travailleurs, des paysans pauvres, des femmes, des étudiants ou des lycéens se mettent en lutte pour leurs revendications sociales légitimes. Cependant, l'interdiction des libertés politiques, syndicales et culturelles élémentaires ne touche pas uniquement le prolétariat et les masses exploitées. Elle touche également de larges couches de la petite-bourgeoisie et de l'intelligentsia. C'est ce qui explique que chacune de ces classes sociales est nécessairement amenée à donner à la lutte pour les libertés le contenu social et politique correspondant à ses intérêts de classe. Or, si la petite-bourgeoisie a joué un rôle révolutionnaire dans le mouvement national et la guerre de libération, force est de reconnaître qu'aujourd'hui elle n'a plus de potentialités révolutionnaires parce que ce qui est à l'ordre du jour en Algérie c'est la révolution socialiste pour laquelle seules la classe ouvrière et les masses prolétariées ont intérêt à se battre. Par conséquent, nous ne devons pas oublier un seul instant de **mettre en avant les intérêts distincts du prolétariat** et de **mettre en garde** celui-ci contre la tendance objectivement et matériellement déterminée des couches petites bourgeoises au compromis, aux tergiversations et à

la couardise politique et physique. Pour contrecarrer l'influence des couches petites-bourgeoises sur le prolétariat et les masses exploitées, il est indispensable d'avancer, parallèlement à la revendication des libertés politiques, syndicales et culturelles, **les objectifs et les méthodes de classe** qui, tout en assurant à la lutte sa pleine efficacité, favoriseront **l'entrée en scène du prolétariat de façon autonome**.

5. L'expérience du mouvement du printemps 1980 a montré que la revendication de la reconnaissance des langues et des cultures populaires a incontestablement un impact psychologique considérable parmi de larges couches sociales en Kabylie et dans une moindre mesure à Alger. C'est une revendication juste dans la mesure où elle traduit concrètement le refus par les masses de l'oppression culturelle qu'elles subissent à travers l'officialisation de la langue arabe classique et l'hégémonie de l'idéologie «arabo-islamique». Cependant, dans ce domaine comme dans tous les autres, nous nous plaçons du point de vue de la lutte des classes. Dans la mesure où les revendications culturelles intéressent plusieurs classes sociales à la fois, il est clair que chacune d'entre elles est amenée objectivement à donner aux revendications culturelles le contenu qui convient à ses intérêts de classe propres. Les couches petites-bourgeoises aisées qui n'ont pas de problèmes économiques et sociaux (logements, transports...) sont amenées objectivement à restreindre la lutte à un horizon purement culturel. Les plus intelligents parmi ces petits-bourgeois affirment en général : «oui, nous sommes convaincus qu'il faut lutter pour les revendications sociales et politiques, mais chaque chose en son temps... luttons d'abord pour les revendications culturelles et après on verra...». Nous devons pour notre part combattre fermement ces tendances en dénonçant publiquement la lâcheté politique et physique de leurs défenseurs. Notre devoir est de lier, en tenant compte des conditions concrètes, la lutte contre l'oppression culturelle à la lutte contre l'exploitation et l'oppression bourgeoise plus généralement.

6. C'est le même type de problèmes qui se pose dans le mouvement de femmes. Il est inutile de rappeler l'importance de la lutte contre l'oppression qui sévit contre les femmes en Algérie du point de vue de l'unification nécessaire des rangs de la classe ouvrière et des masses exploitées et de la contribution des larges couches féminines exploitées et opprimées aujourd'hui dans la lutte de classes, demain dans la révolution prolétarienne. Cependant, cela ne doit pas nous cacher l'importance de la lutte de classes au sein même du mouvement de femmes, lutte qui doit se traduire concrètement par la lutte contre les orientations et les méthodes des courants féministes petits-bourgeois. Nous avons déjà eu l'occasion de nous prononcer sur cette question de manière claire et sans équivoque : «L'oppression et les discriminations touchent pratiquement les femmes algériennes de toutes les classes sociales **mais** elles ne les touchent pas au même degré ni avec la même intensité et c'est ce phénomène **matériel** qui engendre à son tour la lutte des classes au sein du mouvement des femmes. Reconnaître que le mouvement des femmes ne peut être à l'abri des contradictions de classe parce que précisément il est composé de femmes appartenant à des classes sociales différentes ne signifie pas qu'on tombe dans l'«ouvriérisme». Les communistes sont les adversaires acharnés de toute oppression, de toute discrimination, quelle que soit la classe ou le groupe social qui en est l'objet. Mais si nous refusons le piège de l'«ouvriérisme», nous avons évidemment mille fois plus raison de rejeter celui du féminisme petit-bourgeois lequel, sous prétexte de tenir compte de «spécificités» de la situation des femmes, cherche à gommer les différences de

classes et à mettre les travailleuses à la remorque des bourgeoises et des petites-bourgeoises. Or, les femmes bourgeoises et une partie des femmes petites-bourgeoises n'ont pas de problèmes économiques et sociaux (logement, transport, santé) et peuvent même se décharger du travail domestique et de la charge de enfants sur une bonne, ce qui les amène à restreindre l'horizon de la lutte au niveau des réformes juridiques. Voilà pourquoi la lutte pour l'égalité des droits apparaît ici comme une «fin en soi». Par contre, les femmes travailleuses et au foyer ont, certes, intérêt à se débarrasser de toutes les tracasseries juridiques et administratives mais contrairement aux bourgeoises et petites-bourgeoises cela ne fera que **dévoiler** encore plus la **nature économique et sociale** des problèmes auxquels elles sont confrontées. Voilà pourquoi la lutte pour l'égalité des droits ne peut être dans ce cas une «fin en soi». En ce qui concerne la liberté du divorce, par exemple, Lénine expliquait que plus elle est complète «*plus il est évident pour la femme que la source de son 'esclavage domestique' est le capitalisme et non l'absence de droits*» (Oeuvres, t.23). Voilà pourquoi dès aujourd'hui, les travailleuses et les militantes révolutionnaires, tout en participant au mouvement des femmes actuel malgré ses faiblesses et ses limites, doivent constamment lier la lutte contre les discriminations qui touchent les femmes à la lutte pour les revendications sociales et avancer des méthodes d'action susceptibles de faire la jonction avec le jeune mouvement ouvrier algérien». (13)

7. Devant l'accumulation explosive de contradictions du capitalisme, la bourgeoisie est objectivement amenée à recourir de plus en plus à des mesures politiques draconiennes. Cela se traduit politiquement et physiquement par les percées et le renforcement des fractions les plus droitières du FLN et de l'Etat. Ce phénomène ira en s'accroissant d'autant plus que le régime de Chadli continue, malgré l'éviction de Yahiaoui et de Bouteflika, de reposer sur un équilibre de forces et de clans instable. Il est d'ores et déjà clair que le régime du colonel Chadli n'arrivera à asseoir définitivement son autorité politique qu'à la condition de se montrer capable de s'acquitter pleinement de la mission que lui a confiée le Congrès extraordinaire du FLN en juillet 1980 : **«remettre de l'ordre dans le pays»**. Dans le cas contraire, l'hypothèse la plus probable avec laquelle devra compter le mouvement social sera **un nouveau coup d'Etat militaire** qui subordonnerait les divergences d'intérêts inter-bourgeois, secondaires après tout, à l'intérêt suprême de la bourgeoisie prise en tant que classe, à savoir la sauvegarde de l'ordre établi. Les courants petits-bourgeois, notamment les berbéristes et le FFS, n'hésitent pas à agiter le danger d'une telle éventualité pour faire peur aux masses. Durant l'été 1981, ces courants ont justifié l'annulation du mot d'ordre de grève générale à la suite de l'interdiction de l'université d'été et de l'occupation du campus et des rues de Tizi-Ouzou par les forces de répression en prétextant le danger d'un coup d'Etat «fasciste» qu'il fallait selon eux éviter à tout prix... même au prix de subir les bras croisés le quadrillage de la région par les CNS ! Nous devons combattre cette position de toutes nos forces, nous devons la dénoncer comme une position défaitiste qui ne peut que désarmer politiquement et physiquement les masses face au déchaînement systématique de la violence bourgeoise. En envoyant ses CNS massacrer les masses en Kabylie qui luttaient pour la satisfaction de leurs revendications et aspirations légitimes, en envoyant ses darkis réprimer toute grève ouvrière tant soit peu importante, en arrêtant, en torturant, en condamnant les militants des collectifs syndicaux et culturels existants, le régime de Chadli réagit aujourd'hui comme n'importe quel régime «fasciste» dans le monde même si de temps en temps il est obligé

de prendre des gants lorsqu'il se trouve devant une mobilisation de masse pour éviter d'alimenter encore plus celle-ci. Nous avons déjà eu l'occasion d'explicitier notre position sur cette question dans ces termes : «Les manœuvres des fractions bourgeoises les plus droitières ne sont pas une simple vue de l'esprit. Mais l'histoire nous enseigne que sans la mobilisation des masses populaires, avec à leur tête le prolétariat autour de leurs objectifs de classe propres, aucune alliance au sommet, aucun «Front anti-fasciste» n'a jamais vraiment empêché le triomphe et l'installation du «fascisme» compris comme une forme de domination bourgeoise ouvertement terroriste comme l'atteste l'exemple fort instructif du Chili. Si demain en Algérie, la réaction islamique ou pan-arabiste venait à prendre directement le pouvoir à elle seule en s'appuyant sur les secteurs les plus droitières de l'armée, ce sera avant tout pour prévenir ou pour écraser dans l'œuf la révolte des masses populaires. Comment pourrions-nous combattre cette réaction en recourant à un «front» avec les secteurs soi-disant «progressistes» de la bourgeoisie nationale et avec les réformistes du PAGS ? **La lutte de classes est quelque chose de trop sérieux pour qu'elle puisse s'effectuer indépendamment des intérêts matériels en jeu.** Ce qui détermine dans les moments cruciaux de l'histoire l'attitude d'une classe, c'est avant tout ses intérêts économiques. Penser que des fractions bourgeoises, aussi «progressistes» fussent-elles, préféreraient s'allier avec les masses populaires contre les fractions bourgeoises «réactionnaires» c'est non seulement se mettre le doigt dans l'oeil, c'est aussi commettre un crime à l'égard des masses, c'est entretenir parmi elles des illusions mortelles, c'est les préparer à compter sur une force qui n'existe pas et qui n'existera jamais, c'est en somme les désarmer politiquement et physiquement avant même de livrer bataille. Quant aux réformistes du PAGS, lorsqu'ils mobilisent les masses, ils le font sur la base d'objectifs fondamentalement bourgeois (tâches d'«édification nationale», etc.) mêmes s'ils sont capables de temps en temps d'ajouter une ou deux revendications sociales pour mieux faire passer leur politique de collaboration de classes. C'est pourquoi il est criminel d'appeler les travailleurs conscients à se battre sous l'égide d'un «Front anti-impérialiste et anti-fasciste», lequel ne fera dans les meilleurs des cas que revenir à l'héritage de Boumediène avec cette différence que les masses seront appelées à donner leur sang pour une cause et pour des objectifs qui ne sont pas les leurs». (14)

8. L'offensive politico-syndicale de la bourgeoisie et la reprise en main des structures périphériques de l'UGTA et de l'UNJA par l'Etat bourgeois, par FLN interposé, ne doivent en aucun cas cacher l'enjeu réel des batailles qui sont à l'ordre du jour en Algérie. Elles ne doivent pas non plus constituer une raison pour taire notre dénonciation de la politique de collaboration de classes prônée par les réformistes du PAGS. Enfin, en aucun cas, nous ne devons appeler les travailleurs et les syndicalistes combattifs à faire «front uni» avec les réformistes du PAGS, comme le font les trotskystes. Pour nous, l'enjeu fondamental de la bataille syndicale à l'ordre du jour est la défense des conditions de vie et de la travail de la classe ouvrière. C'est parce que dans la lutte pour la satisfaction de leurs revendications fondamentales, les travailleurs se heurteront à la répression bourgeoise et au mur de la bureaucratie syndicale que leurs avant-gardes se poseront au feu de la lutte la question de l'organisation autonome et du besoin d'un syndicat de classe indépendant de l'Etat bourgeois. De cette analyse objective du cours de la lutte de classes on peut tirer deux conclusions : en attendant que les travailleurs se posent la question de leur organisation autonome, cherchons à faire triompher le «moindre mal»,

enfonçons encore les travailleurs dans leurs illusions sur l'UGTA, défendons les apprentis-bureaucrates du PAGS contre les bureaucrates du FLN : c'est la conclusion que les trotskystes ont adoptée. La conclusion opposée, la nôtre, consiste à travailler non pas sur la base des illusions des travailleurs à un moment donné, mais sur la base des manifestations classistes qui apparaissent ici et là de manière sporadique et qui ont besoin d'être popularisées, généralisées, coordonnées, renforcées et approfondies. Notre position ne signifie pas que nous soyons indifférents à l'unité d'action de tous les travailleurs sur la base de leurs revendications communes par-dessus leur diversité politique et idéologique. **Nous sommes pour l'unité la plus large des travailleurs dans l'action** parce que l'union fait la force. Le critère de l'unité dans l'action est simple : C'est l'action intransigeante pour la défense des revendications des travailleurs avec les méthodes qui assurent à cette action toute son efficacité. La pratique des réformistes du PAGS répond-elle à ce critère ? Evidemment non. Voilà pourquoi nous dénonçons l'attitude des trotskystes qui proposent une «unité d'action» aux Pagsistes et de ce fait contribuent à cautionner leurs orientations («bataille de la production» ; «édification nationale» ; «défense des acquis»...) et leurs méthodes («dialogue» ; «concertation»...). Nous sommes convaincus que c'est seulement autour d'objectifs de classe clairs et sans équivoque que se développera l'union grandissante des travailleurs et que se construira l'organisation indépendante du prolétariat. Dans cette perspective, il est clair que nous n'appelons pas les travailleurs combattifs à désertir les rangs de l'UGTA. Bien au contraire, tout en refusant d'y prendre des responsabilités bureaucratiques compromettantes, ils doivent rester en contact avec la masse des travailleurs syndiqués pour les arracher à l'influence de la bureaucratie syndicale et aux orientations gestionnaires et collaborationnistes et pour les sensibiliser à la nécessité de la lutte pour les revendications de classe et au besoin d'un syndicalisme de classe indépendant de l'Etat bourgeois.

9. Les perspectives que nous avançons à court et moyen termes s'intègrent parfaitement dans le cadre général de nos perspectives historiques. Comme le soulignait le Manifeste du Parti communiste de Marx-Engels de 1848, les communistes ne se distinguent du reste des prolétaires qu'en ce sens qu'ils «luttent pour les buts et les intérêts immédiats de la classe ouvrière, mais au sein du mouvement actuel ils représentent et défendent en même temps l'avenir du mouvement ». C'est la raison pour laquelle les communistes doivent être dans les divers secteurs de la lutte immédiate «la fraction la plus résolue, celle qui entraîne toutes les autres». La présence des réformistes du PAGS sur le terrain syndical, la coexistence objective du prolétariat avec les couches petites-bourgeoises sur le terrain de la lutte pour les libertés politiques, syndicales et culturelles et sur celui de la lutte pour l'égalité entre la femme et l'homme exigent **plus que jamais** l'intervention consciente et organisée du parti marxiste révolutionnaire. En effet, celui-ci est indispensable pour orienter et diriger le prolétariat de façon à ce que sa lutte et ses sacrifices favorisent et accélèrent sa prise de conscience, sa mobilisation et son organisation révolutionnaires. Dans la voie de l'assaut du pouvoir d'Etat bourgeois et de l'instauration de la dictature du prolétariat. Cependant, le rapport entre l'activité clandestine qui consiste dès aujourd'hui à jeter les bases organisationnelles du parti d'avant-garde révolutionnaire et l'activité de masse multiforme ne doit pas pour autant être compris de façon mécanique car c'est en s'acquittant de leurs responsabilités dans le mouvement de masse, dans les comités qui existent ouvertement ou dans l'ombre, que certains militants ou groupes de mili-

tants d'avant-garde arriveront à saisir la nécessité du parti marxiste révolutionnaire. Ceci dit, ce serait une grave erreur d'en déduire qu'il faut attendre que ces militants se posent la question de la construction du parti d'avant-garde révolutionnaire avant de commencer nous-mêmes par la poser et par lui donner un début de solution concrète. De l'analyse que nous faisons de la situation et des principales tendances de la lutte des classes à l'étape actuelle en Algérie, non seulement nous déduisons qu'il serait fou d'attendre que l'activité de masse débouche spontanément sur la construction du parti d'avant-garde révolutionnaire mais il en ressort que **nous devons établir un ordre de priorités dans l'accomplissement des tâches que nous nous fixons afin de hâter et de favoriser la construction du parti d'avant-garde révolutionnaire**. D'ailleurs, aucune expérience prolétarienne limitée à un seul pays, aussi riche soit-elle, ne suffira à donner par elle-même les enseignements politiques indispensables pour la construction du parti d'avant-garde révolutionnaire sur des bases solides. C'est de là que découle objectivement la nécessité pour les avant-gardes révolutionnaires de s'approprier le patrimoine du mouvement ouvrier et communiste **international**. Nous devons également convaincre les cercles et les militants d'avant-garde qui sympathisent avec nos positions de se conformer à cet ordre de priorité dans leur pratique. C'est en partant de l'expérience concrète que nous sommes arrivés à dégager **pratiquement**, à la lumière de la méthode d'analyse marxiste, la liaison dialectique que nous devons établir aujourd'hui entre l'activité révolutionnaire clandestine et l'activité de masse semi-légale. Les termes dans lesquels nous avons exposés nos conclusions méritent d'être rappelés étant donné l'importance de la question : «LA PRIORITE DES PRIORITES A L'ETAPE ACTUELLE C'EST LA CONSTRUCTION DU PARTI D'AVANT-GARDE REVOLUTIONNAIRE, un parti qui centralise toutes les énergies révolutionnaires et qui les dispose de façon rationnelle afin de répondre aux exigences de la lutte des classes tout en respectant l'impératif du cloisonnement que nous impose la clandestinité. Combien de militants ou de cercles sont-ils en train de refaire aujourd'hui dans leur coin telle ou telle expérience déjà acquise par d'autres militants ou par d'autres cercles ? Combien de militants ou de cercles sont-ils en train de travailler aujourd'hui sur telle ou telle question, historique ou politique, déjà entamée par d'autres militants ou d'autres cercles ? Et encore, il ne s'agit pas là de la question essentielle sur laquelle nous voudrions attirer l'attention de nos sympathisants. Ceux qui sympathisent avec les positions du communisme révolutionnaire et internationaliste ne courent pas les rues aujourd'hui en Algérie. Il s'en suit : Premièrement qu'il ne faut pas perdre de temps. Deuxièmement, qu'il ne faut pas disperser nos énergies. Il ne faut pas perdre de temps car les choses vont vite. La lutte de classes n'attend pas que les révolutionnaires soient bien préparés et organisés pour éclater ici et là. Quand la situation politique évolue rapidement et que les révolutionnaires sont faibles, il ne suffit pas de dire : Il est indispensable d'intervenir sur les plans syndical, culturel, politique et idéologique. On aura pas fait preuve d'esprit dialectique en restant au niveau de celle ou de celui qui soutient qu'il faut une liaison entre l'activité syndicale ou culturelle et l'activité politique et idéologique. Dans la situation concrète que nous traversons en Algérie maîtriser la liaison dialectique des différents niveaux de la chaîne d'activités qui sont possibles et nécessaires, c'est avant tout se saisir du maillon faible de la chaîne, celui dont l'acquisition détermine et fonde le développement le plus sûr et le plus solide de tous les autres. Or, notre maillon faible aujourd'hui c'est l'absence du parti capable d'impulser, de soutenir, d'entraîner et de diriger l'activité multiforme

des masses ouvrières et exploitées. Il n'est pas trop tard pour s'atteler à ce travail, mais il est temps, grand temps, de s'y consacrer (...) Pour parler plus concrètement, nous dirons aux cercles qui sympathisent avec nos positions que l'absence du parti marxiste révolutionnaire doit nécessairement nous amener à donner la priorité à l'activité révolutionnaire illégale, car s'il est indispensable de mener le travail de masse partout où on se trouve, il serait illusoire de penser que la construction du parti viendra dans une autre étape, où, pire encore, que le parti pourra naître spontanément un jour de la jonction de l'avant-garde révolutionnaire avec le mouvement de masse. Il va sans dire donc que les cercles auront à disposer concrètement de leurs forces non seulement en tenant compte de la clandestinité et ne laissant donc une partie des forces à l'ombre, mais aussi et surtout en ayant bien à l'esprit que le réseau organisationnel du parti d'avant-garde reste à construire. Certes, comme l'expliquait Lénine dans «Que Faire ?», le journal ne joue pas seulement le rôle de propagandiste et d'agitateur collectif. Si Lénine a bien comparé le journal à l'échaffaudage dressé autour d'un bâtiment en construction, il est clair qu'aucune construction ne peut se passer de constructeurs. La construction du parti d'avant-garde révolutionnaire n'échappe pas à cette règle. A tous nos sympathisants, à tous les cercles isolés, nous lançons cet appel : Prenez contact avec El-Oumami ! Pour rompre l'isolement ! Pour construire ensemble le parti-d'avant-garde révolutionnaire ! Pour se préparer aux batailles révolutionnaires qui nous attendent !» (15)

10. Dans le **cahier d'El-Oumami** numéro 2 consacré à la situation politique en Algérie et aux tâches des révolutionnaires, nous avons rappelé **en général** nos tâches idéologiques, économiques et politiques dans le contexte de la lutte des classes en Algérie. Il n'était pas encore question pour nous de présenter nos tâches dans l'ordre de priorités qui convient à la fois à la situation dans laquelle nous nous trouvons et à notre propre situation. Tout en ayant les yeux fixés sur nos tâches historiques, nous essayerons dorénavant de dégager de l'analyse concrète des tendances de la lutte des classes et de notre propre développement des tâches politiques et pratiques et de vérifier à travers nos bilans d'activités régulières l'état de réalisation de ces tâches dont l'accomplissement ne manquera pas de nous faire faire des pas en avant considérables. Pour nous, la tâche prioritaire d'où découlent l'ensemble de nos tâches à l'étape actuelle est de combler progressivement le fossé qui existe entre l'audience de notre journal et notre réseau organisationnel proprement dit. C'est en s'acquittant de cette tâche que nous pourrions envisager à l'étape suivante comme un travail **non pas épisodique mais systématique** notre contribution à la préparation, à l'organisation et à la direction des luttes sociales en Algérie. Certes, des cercles de sympathisants ont déjà réussi dans certaines localités à faire un véritable travail d'éveil et de sensibilisation de masse qui ne manquera pas de favoriser le déroulement des luttes futures. Mais aujourd'hui il doit être clair pour les cercles, groupes et militants isolés qui sympathisent avec notre organisation que nous avons besoin de relier toutes les énergies existantes (à l'état actif ou qui sommeillent encore) par un tissu organisationnel unique afin de les mettre en mouvement de façon rationnelle, **selon un plan de travail conçu centralement en fonction d'une analyse concrète de la situation à l'échelle nationale et internationale et non pas à l'échelle locale** et enfin pour en tirer le rendement maximum. Dans ce sens, nous avons déjà pris des dispositions concrètes en encourageant à rentrer en Algérie des camarades qui se sont formés dans l'émigration. Mais l'essentiel dans cette question est d'arriver par des moyens appropriés à **responsabiliser**

les cercles, groupes et militants isolés qui sympathisent avec notre organisation et qui concourent déjà à la diffusion de notre presse en Algérie. Le rôle du journal est immense de ce point de vue. Il faut arriver à expliquer concrètement la signification de la tâche exaltante qui consiste à jeter les bases organisatives du parti d'avant-garde révolutionnaire tout en **dédramatisant** la chose lorsqu'on s'adresse à des jeunes militants. Il faut arriver à leur montrer que chacun à son niveau, avec ses moyens aussi limités soient-ils, peut contribuer à mettre sa pierre dans l'édifice de la construction du Parti marxiste révolutionnaire. Il faut arriver à leur montrer que cet édifice, **fondé sur le patrimoine théorique et programmatique du mouvement ouvrier et communiste international**, sera une **oeuvre collective** nécessitant la conjugaison des efforts et des sacrifices de tous ceux qui ont dans le sang le désir d'en finir avec ce monde de misères et de mensonges pour le remplacer par le monde nouveau, la société communiste sans classes.

le 15 mars 1982

#### NOTES

(1) *Thèses sur la tactique du Parti communiste d'Italie, Rome 1922, in Défense de la continuité du programme communiste p.50*

(2) *Voir l'article la question du "Front anti-impérialiste et anti-fasciste en Algérie" dans El-Oumami n°19 - novembre 1981*

(3) *La signification des événements de Kabylie - numéro spécial d'El-Oumami - mai 1980*

(4) *Les problèmes qu'il faudra surmonter pour mieux lutter — El-Oumami n°11 — septembre 1980*

(5) *Le "mouvement du printemps" et la nécessité du Parti marxiste révolutionnaire dans El-Oumami n°18 — septembre 1981*

(6) *La signification des événements de Kabylie, numéro spécial d'El-Oumami — mai 1980*

(7) *Comment résister à l'offensive du FLN ? dans El-Oumami n°21*

(8) *L'Etat bourgeois n'est pas à démocratiser mais à détruire, numéro spécial d'El-Oumami — mai 1980*

(9) *Les nouvelles données de la situation en Kabylie, El-Oumami n°19 — novembre 1981*

(10) *Le "mouvement du printemps" et la nécessité du Parti marxiste révolutionnaire El-Oumami n°18 — septembre 1981*

(11) *Les problèmes qu'il faudra surmonter pour mieux lutter — El-Oumami n°11 — septembre 1980*

(12) *El-Oumami n°15 — mars 1981*

(13) *El-Oumami n°22 — février 1982*

(14) *La question du "Front anti-impérialiste et anti-fasciste" en Algérie - El-Oumami n°19 — novembre 1981*

(15) *La priorité des priorités El-Oumami n°22 — février 1982*

## PRESSE PERIODIQUE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

### REVUES

**Programme Communiste**  
**Communist Program**  
**El Programa Comunista**  
**Kommunistisches Programm**  
**Kommounistikò Prògramma**  
**Al-Bournamadj Al-Chouyoui'i**

### JOURNAUX

**Il Programma Comunista**  
**Le Prolétaire**  
**El Comunista**  
**Proletarier**  
**El-Oumami**

### SUPPLEMENTS

**Le Prolétaire (Suisse)**  
**Le Prolétaire - De Proletarier**

### BULLETINS

**El Proletario**  
**Proletario**  
**Enternasyonalist proleter**  
**El-Chouyoui'i**

Nos lecteurs peuvent nous écrire pour nous faire part des nouvelles de la vie et des luttes de notre classe dans les entreprises, les quartiers, etc. Ils peuvent également nous écrire pour discuter de nos positions ou pour prendre contact avec nous :

**Editions Programme, 20 rue Jean Bouton**  
**75012 Paris.**

Numéro de commission paritaire en cours.

Directeur de la publication: Saro. **imp. Minographie**